

# Corbyn défend un second référendum sur le Brexit, May campe sur le 29 mars

## LE RÉSUMÉ

**Le parti travailliste** va soutenir la convocation d'un **second référendum** sur le Brexit.

Le président du Conseil européen et le Premier ministre irlandais **comptent sur un report de la date du Brexit**.

Le «Guardian» affirme que l'Union prépare une **possible extension** du Brexit de **21 mois**.

**Theresa May, elle, s'en tient à son calendrier**: le Brexit aura lieu le 29 mars.

**FREDERIC ROHART**

Theresa May peut-elle tenir la barre du Brexit jusqu'au bout? Pour l'heure, elle n'en démord pas: il aura lieu le 29 mars, et les Européens ont tout intérêt à lâcher un peu de lest s'ils veulent éviter le divorce sans accord. Mais en face, les Européens restent stoïques, et sourds à son inébranlable volonté de s'en tenir au calendrier: s'il n'y a pas d'accord, on jouera les prolongations, voilà tout. Et pendant ce temps, à Londres, le Parlement s'anime à mesure qu'approche la date fatidique.

Lundi, le parti travailliste a an-

noncé qu'il soutiendrait un second référendum sur le Brexit. Westminster doit voter mercredi sur les prochaines étapes du processus, et au moins une des propositions sur la table demanderait que l'accord de divorce soit soumis au vote des citoyens.

Le chef de l'opposition, Jeremy Corbyn, avait jusqu'ici privilégié le scénario de nouvelles élections à celui d'un référendum – ce qui avait en partie expliqué la défection de huit députés travaillistes. Mais il l'annonçait à ses troupes lundi soir: «Nous sommes déterminés à avancer ou sou-

tenir un amendement en faveur d'un "vote public" pour empêcher le Brexit dévastateur des Tories (conservateurs) d'être imposé au pays», devait-il annoncer selon des extraits de discours diffusés à la presse par son équipe. Le parti travailliste défend une version plus douce du Brexit que celle des conservateurs, qui inclurait une union douanière permanente avec l'Union européenne.

### «Un accord à portée de main»

Pendant ce temps, Theresa May poursuivait ses efforts pour tenter d'arracher aux Européens une ultime concession. Le Brexit s'était invité au sommet entre l'Union européenne et la Ligue arabe, qui se tenait dimanche et lundi à Charm el-Cheikh. La Première britannique y a assuré qu'elle convoquerait un

vote final du Parlement sur le Brexit pour le 12 mars, insistant sur le fait qu'un départ avec accord le 29 mars est «à portée de main».

Pas question pour elle d'envisager une extension de la période de négociation du Brexit, qui «ne résoudrait pas le problème». Pour Theresa May, le risque du no deal reste un levier de pression sur la négociation.

Selon une source ministérielle britannique citée par Sky News, en l'absence d'un nouvel accord de Brexit entre Theresa May et l'Union européenne pour le 13 mars, des ministres et députés exigent qu'elle reporte la date du Brexit et exclut une sortie de l'Union sans accord.

### Extension de 21 mois

Côté européen, deux discours cohabitent. La Commission, qui négocie, s'en tient à laisser les clés du temps à Theresa May. L'entourage de Jean-Claude Juncker, qui la rencontrait lundi, dit toujours s'attendre à ce que le 29 mars soit la date de sortie du Royaume-Uni. Le calendrier devient très serré pour le processus de ratification, certes, mais en Europe, on est capable de prendre des décisions rapidement quand il le faut. Pas de stress: la rencontre Juncker-May a été «constructive» et les deux responsables se sont entendus sur le fait qu'un accord était nécessaire pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement du 21 mars.

Du côté du Conseil européen, on est passé de l'autre côté. «Nous sommes face à une alternative: un Brexit chaotique ou une extension de la période de négociation», a affirmé son

président, Donald Tusk, lors d'une conférence de presse. La probabilité d'une extension est «un fait objectif, pas notre intention, pas notre plan», a-t-il cru bon de préciser. «Je pense que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, une extension serait une décision rationnelle», a-t-il ajouté.

Leo Varadkar, Premier ministre irlandais, a lui aussi exclu le scénario auquel Theresa May continue de s'astreindre: «Ce qui est évident pour moi est qu'absolument personne ne veut que le Royaume-Uni s'effondre sans accord (...). Cela me donne confiance ou au moins le sentiment que le Royaume-Uni ne sortira pas sans un accord le 29 mars. Nous aurons soit un accord, soit une extension.»

Pendant ce temps, les dirigeants européens préparent la possibilité d'un report du Brexit jusqu'à 2021, affirme le quotidien britannique The Guardian. Si Theresa May ne parvenait pas à faire adopter l'accord à son Parlement, la période de transition qu'il prévoit pourrait être commuée en prolongation de l'appartenance britannique à l'Union. Cela permettrait de négocier l'avenir de la relation avant la sortie effective, et donc de rendre inutile la question du «backstop» irlandais.

«Nous sommes face à une alternative: un Brexit chaotique ou une extension.»

**DONALD TUSK**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
EUROPÉEN